



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT - BICUPE - SIC – ID - 2024 - 9

Arras, le **18 MARS 2024**

Communes de NORRENT-FONTES et SAINT-HILAIRE-COTTES

SCEA DU CHAROLAIS

Élevage de bovins

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
DE MISE EN DEMEURE DE RÉGULARISATION ADMINISTRATIVE**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 9 avril 2001 modifié, autorisant la SCEA du CHAROLAIS et la SARL PRUVOST-LEROY à exploiter un élevage de 900 bovins à l'engraissement sur les communes de NORRENT-FONTES et SAINT HILAIRE-COTTES,

Vu l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2001 sus-visé qui dispose : « *Les toits sont munis de gouttières pour la collecte des eaux pluviales qui sont évacuées sans stagnation et en dehors des secteurs sales vers un fossé, réseau d'égout ou tout autre dispositif d'infiltration à créer sur ce site agricole. Elles ne sont pas mélangées aux effluents d'élevage* » ;

Vu l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2001 sus-visé qui dispose : « *Les fumiers et effluents liquides de l'élevage sont traités par épandage sur des terres agricoles dans les conditions prévues aux articles 15, 16 et 17* » ;

Vu l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2001 sus-visé qui dispose : « *Tout rejet direct dans les eaux superficielles ou souterraines de fumiers ou d'effluents liquides est interdit* » ;

Vu l'article 23 de l'arrêté du 9 avril 2001 sus-visé qui dispose : « *les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages doivent être stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement* » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 26 août 2013, autorisant la SCEA du CHAROLAIS à procéder la réorganisation de ses sites d'élevage sur les communes de NORRENT-FONTES et SAINT HILAIRE-COTTES ;

Vu l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2013 sus-visé qui dispose : « *Les animaux sont répartis de la façon suivante* :

- *le site 1* : lieu-dit « Warenghem » communes de NORRENT-FONTES et SAINT HILAIRE-COTTES : 900 bovins à l'engraissement et 60 vaches allaitantes dont 248 bovins à l'engraissement et 60 vaches allaitantes à NORRENT-FONTES et 652 bovins à l'engraissement à SAINT HILAIRE-COTTES,
- *le site 2* : « le Château » sur la commune de SAINT HILAIRE-COTTES : 60 génisses de renouvellement de moins de deux ans »

Vu l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 26 août 2013 sus-visé qui dispose : « *Les fumiers raclés des pentes paillées sont stockés dans une fumière couverte d'une capacité de 531 m². Les eaux brunes et souillées générées à proximité du parc de tri sont collectées et stockées dans une fosse d'une capacité de 5 m³. Les litières accumulées des aires paillées des sites 1 et 2 sont curées à l'issue d'une présence minimale de deux mois sous les animaux. Les fumiers qui en résultent sont déposés en bout de champ ou directement épandus* » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité Installations Classées du 5 janvier 2024 transmis à l'exploitant le 9 janvier 2024, réceptionné le 11 janvier 2024 afin qu'il puisse émettre ses éventuelles observations dans le délai imparti ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 23 janvier 2024 ;

Considérant que lors de la visite en date du 12 décembre 2023, l'inspecteur de l'Environnement (spécialité Installations Classées) a constaté les faits suivants :

- Les eaux pluviales sont mélangées aux effluents d'élevage à plusieurs endroits du site 1. Ces eaux souillées sont évacuées vers le réseau de collecte des eaux pluviales et vers le milieu naturel,
- Des modifications ont été apportées au mode traitement des effluents et n'ont pas été déclarées,
- De nombreux débordements et dépôts de fumiers ont été constatés à l'extérieur des bâtiments d'élevage et en dehors des ouvrages de stockage des effluents dont l'un à proximité immédiate du cours d'eau longeant le site,

- La présence de plusieurs tas de déchets (ficelles, bâches, ...) ainsi qu'un dépôt de sacs de déchets emballés à l'extérieur stockés dans des conditions présentant un risque d'envol et de pollution,
- Les effectifs du cheptel bovin sur le site 1 de Warenghem sont supérieurs à ceux autorisés, le site 2 "le Château" loge des bovins à l'engraissement en plus des génisses de renouvellement, un atelier de 280 vaches allaitantes et la suite est présent sur un site connu au titre du Règlement Sanitaire Départemental sur la commune de BOURS,
- Des modifications notables ont été apportées aux installations et à son fonctionnement, réaffectation de bâtiments et construction de nouvelles annexes à distance non réglementaire,

Considérant que toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles :

- R-181-46 II du Code de l'environnement,
- 7, 14, 15 et 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 9 avril 2001 sus-visé,
- 2 et 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 26 août 2013 sus-visé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure **la SCEA DU CHAROLAIS** de respecter les prescriptions et dispositions des articles R-181-46 II du Code de l'environnement, 7, 14, 15 et 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 9 avril 2001 sus-visé, 2 et 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 26 août 2013 sus-visé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais,

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La SCEA DU CHAROLAIS, dont le siège de l'exploitation se situe 9 rue de l'Église à SAINT HILAIRE-COTTES (62120), exploitant une installation d'élevage bovin sise aux lieux-dits « Warenghem » et « Le Château » sur les communes de NORRENT-FONTES et SAINT HILAIRE-COTTES, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles :

- R-181-46 II du code de l'environnement,
- 7, 14, 15 et 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 9 avril 2001 sus-visé,
- 2 et 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 26 août 2013 sus-visé

dans les délais ci-après précisés :

- dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en supprimant tous les dépôts de fumiers se trouvant en dehors des ouvrages de stockage des effluents et des bâtiments d'élevage,
- en prenant toutes les dispositions nécessaires pour supprimer le mélange des eaux pluviales avec les effluents de l'élevage.

- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en déposant un dossier de porter à connaissance de toutes les modifications (effectifs, installations, mode de fonctionnement et gestion des effluents, ...) apportées à l'installation,
- en prenant toutes les dispositions pour stocker les déchets de l'exploitation dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution ou de nuisances pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Délai et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de LILLE (5, Rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59041 Lille Cédex), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais, pendant une durée minimale de deux mois .

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, M. le sous-préfet de Béthune et le Directeur départemental de la protection des populations du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCEA DU CHAROLAIS et dont une copie sera transmise aux mairies de SAINT HILAIRE-COTTES et de NORRENT-FONTES .

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Christophe MARX

Copies destinées à :

- La SCEA DU CHAROLAIS
- Mairies de SAINT HILAIRE-COTTES et de NORRENT-FONTES,
- M. le sous-préfet de Béthune
- Directeur départemental de la Protection des Populations du Pas-de-Calais
- Dossier
- Chrono